

campagne présidentielle qui doit avoir lieu en 1896. De fortes intrigues sont mises en jeu pour le choix du candidat à la présidence dans les intérêts du parti républicain.

En Angleterre, une commission siège actuellement pour s'enquérir des causes de la dépression de l'agriculture dans ce pays ; en France, la formation d'un ministère stable est un rêve que les politiciens caressent toujours mais vainement ; en Russie, le nouveau czar s'évertue à ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire à apaiser le conflit qui existe, là comme ailleurs, mais d'une manière plus accentuée, entre la noblesse et la plèbe. En Allemagne et en Italie, calme plat.

Cependant nous pouvons nous attendre à quelques grands événements à courte échéance. Nous suivrons attentivement leurs développements. En attendant, nous devons concentrer nos regards et suivre religieusement tout ce qui se fera de notable dans notre pays, en vue des élections prochaines qui nous semblent iminentes. Nous ne pouvons trop conseiller à nos lecteurs de se bien ferrer sur les questions qui seront soumises à l'électorat et ils ne pourront le faire d'une manière intelligente qu'en s'inspirant des arguments des deux partis en présence.

AVIS

Nous adressons ce second numéro à tous ceux à qui nous avions adressé le premier et qui ne l'ont pas retourné.

D'après les termes de la loi se rapportant aux journaux, ceux qui n'ont pas retourné le premier numéro sont considérés comme abonnés pour au moins trois mois. Nous leur ferons, en conséquence, un service régulier de notre publication.

Ceux qui recevront notre journal pour la première fois et qui ne le retourneront pas dans le délai voulu, seront considérés comme abonnés.

Nous sommes en mesure de fournir le premier numéro aux personnes qui désireraient se le procurer.

L'ÉDITEUR.

CARNET

L'honorable M. Taillon se trouve en ce moment blâmé pour n'avoir pu contenter tout le monde et son père. C'est un crime atroce que le *Star* entr'autres dénonce de la façon la plus indignée.

Il est évident que le *Star*, après avoir fait au gouvernement toutes sortes de misères à propos de l'emprunt français aurait désiré voir rentrer son trésorier dans le ministère, lui qui avait été un peu la cause de sa sortie.—*Le Quotidien*.

*** Nos lecteurs seraient peut-être curieux de savoir quelles réponses les libéraux font à la question suivante : Le gouvernement fédéral doit-il intervenir, dans la question des écoles ?

Le *Globe*, de Toronto, l'organe en chef du parti libéral dit carrément : *Non*.

M. J. D. Edgar, le chef des libéraux dans Ontario, pour ne pas se trop compromettre, M. Laurier veut que l'intervention fédérale soit remise à *plus tard* ;

M. Laurier dit bien *oui*, mais il a soin d'ajouter cette phrase qu'il répète dans tous ses discours *si les écoles sont réellement protestantes ?*

Il est pourtant prouvé d'une façon indubitable qu'elles sont foncièrement protestantes, ces écoles.

*** Bien des gens sont sous l'impression que le gouvernement a refusé d'intervenir dans la question des écoles du Manitoba, parce qu'il a laissé passer le délai constitutionnel sans désavouer la loi de Manitoba de 1894.

Nous n'entendons pas dire que nous n'aurions pas approuvé le désaveu de la loi 1894. Nous voulons simplement faire comprendre à nos amis que le non-désaveu ne signifie pas le non-intervention.

Nous croyons plus que jamais à l'intervention, et au redressement des iniquités commises en 1890 et en 1894.—*Le Courrier du Canada*.

*** Qui ne voit maintenant la nécessité d'un Centre vraiment catholique à Ottawa pour forcer le gouvernement, quel qu'il soit, à faire respecter, sur tous les points du territoire, les droits des minorités catholiques ?—*La Vérité*.

*** Il faut que le parti conservateur règle la question des écoles et protège la minorité ou qu'il tombe. Si le *Hamilton Spectator* veut que le parti conservateur tombe qu'il persévère dans la voie indiquée par son article. Pour nous, nous voulons que justice soit rendue par le parti conservateur ; nous savons qu'elle le sera, et nous affirmons que, malgré tous les préjugés, le parti conservateur triomphera en rendant justice.—*Le Courrier du Canada*.